

Billets d'Afrique Numéro 102 Avril 2002

Élections

Tels des banquiers lassés des repas d'affaires, les Français vont aller aux urnes le 21 avril en faisant la fine bouche. Ou s'en abstenir. La démocratie n'est pas toujours exaltante, surtout si les partis censés concourir au choix des citoyens s'en remettent, pour confectionner le menu, aux grands communicants – capables tout autant de vous vendre l'image d'un dictateur néocolonial.

Certes, il faudrait songer à restaurer et nourrir le débat, ce qui requiert davantage qu'un éditorial ou un livre de recettes¹. Mais les Français saturés de démocratie devraient se souvenir de ceux qui en sont privés. À un double titre : leur indifférence ouvre un boulevard aux dictatures françafricaines, elle peut élire ou reconduire à l'Élysée un Président complice ; et puis, la faim des autres peut rappeler à un minimum de respect de la nourriture.

Soit six pays d'Afrique, parmi tant d'autres. Comment y vote la France, notre démocratie anorexique ?

Au Tchad, la France a comme enterré les urnes qu'elle a payées : le vote anti-Déby des Tchadiens est passé à la trappe ; les constructeurs et les vigiles d'un riche oléoduc financent nos campagnes électorales.

Au Togo, la France avait promis de remédier à l'élection truquée de l'ami Eyadema, en 1998, par un scrutin législatif honnête : il est à nouveau reporté, Ubu a régné quatre ans de plus. À Paris, où il a une sorte de "palais d'été", il est toujours aussi bien reçu : les phosphates togolais ont engraisé tant de terreaux politiques.

Au Congo-Kinshasa s'affrontent logiques civiles et militaires. Les secondes, soutenues par une nuée de pays étrangers, ravagent le pays telles des sauterelles. Les premières comptaient sur le Dialogue intercongolais amorcé en Afrique du Sud pour faire avancer des solutions politiques et poser les bases d'un État de droit. Avide et revancharde, la France soutient outrageusement une logique militaire, quitte à favoriser le sabotage du Dialogue (cf. *À fleur de presse*).

Quel pourcentage de Français savent que Harare est la capitale du Zimbabwe ? Grâce aux nombreux envoyés spéciaux des médias hexagonaux, nous avons pourtant tout su des péripéties du scrutin présidentiel du 10 mars dans cette ancienne colonie britannique : fraudes, menaces, pressions et sanctions extérieures... Certes, l'enjeu était non négligeable pour la guerre et la paix au Congo-K. Mais de cela il ne fut guère parlé aux Français : il eut fallu expliciter des calculs invouables.

Le même jour au Congo-Brazzaville, le criminel contre l'humanité Denis Sassou Nguesso était élu président au terme d'un processus électoral guignolesque, après 17 ans de dictature. Il continuera de garder à prix cassé l'un de nos principaux réservoirs d'essence. Sous forte pression franco-américaine, l'Union européenne a béni cette parodie – tandis que pleuvent les sanctions sur le dictateur zimbabwéen Robert Mugabe (qui vieillit certes très mal, mais dont le bilan criminel récent est bien moins lourd que celui de Sassou). Les journalistes qui "couvraient" Harare ne pouvaient, n'est-ce pas, être aussi à Brazzaville... Cela n'a pas empêché nos quotidiens de présenter le scrutin brazzavillois « comme une étape importante vers le retour à la paix ». Et vers l'oblitération des charniers, faudrait-il ajouter. Pour mémoire, Sassou et son gendre Bongo ont toujours cotisé aux scrutins parisiens et aux bonnes œuvres du journalisme français.

À Madagascar, enfin, se livre depuis plus de trois mois un formidable combat pour la démocratie : on n'ose encore y croire, mais il se pourrait qu'un pouvoir légitime en circonviene un autre, accroché à une légalité douteuse, grâce à une stratégie de conviction non violente – malgré les provocations. Si les Malgaches réussissaient cela, au grand dépit de la Françafrrique et du syndicat des dictateurs africains, ils donneraient au monde une extraordinaire leçon de civisme. La France officielle et son journalisme officieux sapent ce combat, au mieux boycottent l'événement. Madagascar n'est pas repue.

1. *Survie*, pour sa part, a interpellé et interpelle les candidats de diverses manières : publications, questionnaires, manifestations – le 7 avril notamment, en souvenir des victimes innombrables de la criminalité coloniale et néocoloniale (voir p. 8).

SALVES

Viva Malagasy !

D'un côté un régime discrédité, rejeté, mise sur le pourrissement d'une situation bloquée, au sens littéral : la capitale malgache Antananarivo est coupée de l'extérieur par un barrage sur la route du port principal, Toamasina ; les frustrations nées d'une trop lente évolution facilitent les provocations des partisans du président battu, militaires ou miliciens. De l'autre, Marc Ravalomanana, vainqueur dans les urnes de Didier Ratsiraka, a peu à peu installé un gouvernement et rallié 80 % de l'armée. Il pourrait se concilier le Parlement, où nombre de partisans de Ratsiraka ont senti le vent tourner.

Il est impossible de relater ici les étapes de ce mouvement lent d'arraisonnement. Un peuple joyeux installe un à un les nouveaux ministres. L'immense poussée populaire (qui évoque celle de 1789 : la moitié d'une capitale dans la rue) est d'autant plus forte qu'elle refuse le déchaînement, même si des soldats tirent sur la foule.

Un fait isolé : nombre d'officiers ne veulent pas se laisser entraîner dans un aventurisme anti-républicain (le même réflexe salutaire a permis les transitions démocratiques au Niger et au Sénégal).

En plusieurs villes de province, les durs du régime ont tenté d'attiser les haines ethniques. Leurs raids ou provocations ont fait plusieurs morts. Jusqu'ici, l'incendie n'a pas pris.

L'attachement des Malgaches au résultat de leur vote a quelque chose de revigorant. Le succès de leur mouvement d'affirmation pacifique de la légitimité populaire n'est pas impossible. Mais les ultimes étapes peuvent s'avérer périlleuses, tant est redouté pareil précédent : où irait-on s'il ne suffisait plus aux "vainqueurs" de scrutins truqués d'être adoués par leurs pairs ?

Le 26 février, lors d'une réunion de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), tous les intervenants ont condamné la démarche « anticonstitutionnelle » de Ravalomanana : le peuple est bien le seul acteur auquel il soit interdit de conquérir le pouvoir. Le Parti socialiste français a appuyé par un communiqué cette position de l'OUA.

Amis de Ratsiraka et branchés sur les Services français, les régimes algérien et syrien ont envoyé chacun à Toamasina un avion gros porteur. Les cargaisons ont été débarquées en secret. Une concentration de navires de guerre français a été observée à Mayotte (*Journal de l'île de la Réunion*, 21/03/2002). Bien des manœuvres sont envisageables : la Françafrrique militaire, affairiste, politique et médiatique ne cache pas son aversion de l'élu des Malgaches.

A *contrario*, plus d'une centaine de Français vivant à Madagascar ont manifesté publiquement leur désaccord avec la politique de leur pays. « 1789 : libération de la France. 2002 : libération de Madagascar. À bas le Quai d'Orsay », lisait-on sur une banderole.

Est particulièrement visé un conseiller d'Hubert Védrine, Georges Serre : ses attaches familiales à Madagascar sont nettement

du côté du pouvoir, ce qui aurait dû le conduire à se dégager du dossier. Il semble qu'au contraire il y soit très investi.

À RFI, il est reproché d'être « *le porte-parole servile ou muselé* » du Quai d'Orsay. « *Oh, cette langue de bois artistiquement polie par des années de néocolonialisme ! Oh, ces petites dépêches rapides qui en trois lignes caricaturent ou nient la réalité du pays et piétinent la spécificité des Malgaches, leur talent, leur courage* », commente un expatrié.

Trop proche de Ratsiraka, Jacques Chirac n'est pas épargné. Son ami est accusé de trafic d'émeraudes. Du coup la rumeur enfle, comme jadis celle des diamants de Bokassa. La rigidité de l'OUA est imputée aux ingérences de Michel Dupuch : longtemps ambassadeur en Côte d'Ivoire, le "Monsieur Afrique" élyséen serait très influent auprès de l'un de ses disciples, l'Ivoirien Amara Essy, devenu Secrétaire général de l'OUA.

Signalons encore une curiosité. Philippe Jehanne, ex-DGSE, spécialiste en mercenaires et trafics d'armes, bras droit de Michel Roussin en 1994 au ministère de la Coopération, lors du génocide rwandais (il a admis avoir livré des armes aux génocidaires), est devenu en 1999 président de l'ONG nantaise *Appel Détresse*. Qui opère notamment à Madagascar.

À l'image de Sassou

Bref retour sur le référendum constitutionnel de janvier qui a instauré au **Congo-B** une quasi monarchie. De nombreux citoyens congolais n'ont pas reçu de cartes d'électeurs : ils appartenaient bien sûr aux ethnies ou groupes sociaux présumés hostiles à Denis Sassou Nguesso.

Selon un témoin, à Pointe-Noire, sous couvert de prévenir les troubles, toute circulation a été interdite, même celle des vélos. La cité africaine se trouvant à une vingtaine de kilomètres du centre ville, une majorité de citoyens n'ont pu voter.

L'ordre régnait, effectivement. Un ordre militaire. Hébergé à l'hôtel Palm Beach (de Robert Feliciaggi), un colonel français distribuait les ordres à de très hauts gradés congolais. En privé, la plupart des employés européens de TotalFinaElf convenaient que ce référendum était une mascarade. Ils ne le diront pas en public...

Dans un rapport de mars 2002, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ne dit pas autre chose. Le titre est explicite : *Élections en trompe-l'œil au Congo-Brazzaville*. À elle seule, la perpétuation de l'occupation angolaise suffirait à invalider les scrutins. La FIDH y ajoute une violence quotidienne omniprésente, le musellement de la presse, la mainmise du candidat sur le processus électoral.

Cette mainmise est telle que même des candidats aussi peu rétifs que Martin Mbéri et André Milongo ont décidé de se retirer du scrutin présidentiel du 10 mars – réduit à une simple formalité.

Michel Lecornec est venu le bénir au nom d'un Observatoire africain de la démocratie basé au Bénin. Proche de Sassou, cet "Africain" a pendant plus d'une décennie émarginé au budget de la Coopération française, avec un traitement de conseiller spécial : 500 000 FF/an. Paris continue décidément d'envoyer ses meilleurs cornacs pour guider la « démocratie congolaise ».

Quant aux observateurs de l'Union européenne, Paris a réussi à les faire piloter par l'eurodéputé Joaquim Miranda, du PC portugais – lequel a conservé un faible pour les anciens « marxistes tropicaux » (tels Sassou et l'occupant angolais Dos Santos). Dans son rapport gentillet, il va jusqu'à reprocher son retrait à André Milongo !

Il fallait quand même célébrer ce sacre écrasant. Un charter a été affrété pour une soixantaine de journalistes sympathiques, les "observateurs internationaux" et les "amis du Congo" (*La Lettre du Continent*, 07/03/2002). Sassou a commandé à la société finisérienne Imbretex 500 000 tee-shirts à son effigie, pour 850 000 €, livrables en un mois. Le PDG est très fier de cet exploit : « *Si un client vous demande l'impossible, contactez-nous* », a-t-il écrit à ses 2 200 clients (*Ouest-France*, 15/03/2002). Sait-il le prix impossible que la Françafrique a fait payer aux Congolais pour les mettre à genoux devant Sassou ?

Sans surprise, le porte-parole du Quai d'Orsay François Rivasseau s'est rangé à l'appréciation des fameux « *observateurs internationaux* » : ils « *ont relevé que ce scrutin, quelles que soient les imperfections constatées, a donné à la population congolaise la possibilité d'exprimer son désir de paix et le refus de la violence*. » Le propos, lénifiant, est d'une violence inouïe : il se félicite qu'un peuple écrasé reste coi.

Et Rivasseau de conclure : « *Le processus de démocratisation va se poursuivre au Congo, où auront lieu d'autres élections importantes*. » L'on comprend que les Malgaches n'aient pas voulu « poursuivre » jusqu'au second tour ce genre de « processus » sous tutelle.

Cette fois, le Parti socialiste a pris quelque distance. Il a regretté une « *forme de plébiscite* » qui « *n'est pas de nature à assurer le retour durable de la paix civile*. » C'était trop pour le barde de Sassou, Jean-Paul Pigasse : adepte de l'accusation en miroir, il a taxé le PS de « *désinformation* » !

Légalité tchadienne

Pigasse devrait pourtant savoir que les poussées d'urticaire du secteur Afrique du PS n'altèrent guère le *business as usual* du tandem Chirac-Védrine. L'on se souvient qu'à propos de l'élection présidentielle tchadienne, le socialiste Guy Labertit avait publié dans *Le Monde*, mi-2001, une tribune scandalisée. Idriss Déby aura finalement traversé sans encombre la législature de la gauche plurielle. Le scrutin législatif du 21 avril est plus verrouillé que jamais : la CENI, Commission électorale nationale "indépendante", compte désormais 25 de ses partisans sur 31 membres !

Un président kaki aux Comores ?

Nous nous réjouissons de ce que le peuple comorien, en adoptant massivement le 23 décembre une constitution de type confédéral, ait fait un grand pas pour sortir des sécessions à répétition. « Reste à savoir, ajoutons-nous, si le scrutin présidentiel du 31 mars ne ramènera pas la machine à frauder, en faveur par exemple du colonel Azali Assoumani, arrivé au pouvoir par un putsch » (*Billets* n° 100). L'inquiétude reste entière à cet égard.

La nouvelle constitution prévoit une présidence quadriennale, pour un représentant de chacune des trois îles : Grande Comore, Anjouan et Mohéli. En 2002, on commence par la première. Une "primaire" a eu lieu le 17 mars à la Grande Comore. Le colonel Assoumani est sorti officiellement en tête d'un groupe de 9 candidats, avec 39,8 %. Cela en fait le favori du second tour (14 avril).

Nous n'avons pas encore d'informations sur la régularité de ce scrutin. Nous sommes a priori suspicieux envers l'élection d'un putschiste. Surtout, l'avant-scrutin a donné lieu à des manœuvres qui fleurent trop la Françafrique et ses conseillers filandreux. Une astuce du Code électoral a permis d'écartier 5 candidats, au prétexte qu'ils n'étaient pas dans l'île une semaine avant la fin du délai de dépôt des candidatures.

Ainsi été éliminé celui qui aurait été probablement le plus redoutable rival du colonel : Omar Tamou, chef de l'une des plus importantes formations politiques du pays, arrivé troisième à la présidentielle de 1996. Le vainqueur, Mohamed Taki, est décédé ; le second, Abbas Djoussouf, a perdu beaucoup de son crédit. On le voit, la personnalité civile la plus représentative de la Grande Comore n'a pu concourir... Ce scénario a un goût de déjà vu.

Récompense

Paradis fiscal, État mafieux et policier, **Djibouti** est aussi un immense porte-avions. Réquisitionné pour la guerre « du Bien contre le Mal », il s'est vu octroyer un crédit de 10 millions de dollars de la Banque mondiale. Objet : renflouer les caisses de retraite. En termes pudiques, l'AFP (18/02/2002) nous explique que l'État (c'est-à-dire le potentat Guelleh) avait piqué dans ces caisses. Qui a bu, boira...

Fausses notes

– Le **Sommet de Monterrey** (Mexique) sur l'aide au développement relevait de l'escroquerie. Nous prions assez peu le tabac rhétorique de Fidel Castro, mais il faut reconnaître que son bref discours à ce Sommet en a résumé crûment l'indécence : jamais l'échange Nord-Sud n'a été aussi inique. Les autres chefs d'État du Sud auraient dû imiter Castro : vider les lieux. Ou plutôt ne pas les honorer, avec un tel menu.

Une fois de plus, il a été question d'aumône, alors qu'à tous les niveaux abondent les dénis de droit (dette, commerce, démocratie, conflits...). Quelle négociation est possible tant que ces dénis passent sous la table ?

Question oubliées, la Françafrique bat les records. Son héraut, Jacques Chirac, peut vaticiner sur la « fracture mondiale » : il ne fait plus illusion. Pour le « sherpa » élyséen Rochereau de la Sablière, remonter la crédibilité du rebouteux ressemble au mythe de Sisyphe.

– Le nouveau directeur des documentaires de **France 2**, Yves Jeanneau, a renvoyé *sine die* la diffusion d'un reportage de 90 minutes sur les frégates de Taiwan (*Le Canard enchaîné*, 13/03/2002). Les électeurs doivent continuer d'ignorer où sont passés les milliards des rétrocommissions, et avec quel argent certains candidats vont à la pêche aux voix.

(Achévé le 23/03/2002)

ILS ONT DIT

Françafrique

« **BNP Paribas** a choisi d'être exemplaire en matière de déontologie. [...] Un de nos métiers importants a pour vocation le financement des matières premières, de leur production à la consommation. En ce sens, BNP Paribas intervient dans les pays producteurs avec pour objectif, notamment, de donner au gouvernement de ces pays ou à certaines sociétés d'exploitation les moyens de leur développement. » (**Hélène BROU-LATASTE**, Inspection générale de BNP-Paribas. Courrier du 07/02/2002 en réponse à notre campagne *L'envers de la dette*, étayée par un « Dossier noir » du même nom).

[Associée le plus souvent au courtier Glencore de Marc Rich, Paribas fut l'une des pionnières dans la mise en place des mécanismes de prédation accélérée, à prix canon, de l'or noir et autres matières premières russes et africaines. Arcadi Gaydamak l'a félicitée de son agilité (Billets, n° 91). C'est évidemment chez Paribas que les protagonistes de l'Angolagate avaient leurs comptes-pivots.

On a quelque peine à discerner la « déontologie » qui consiste à donner aux appareils répressifs et aux comptes offshore des pétrodiktatures « les moyens de leur développement ». Quant aux « sociétés d'exploitation » du pétrole, des diamants, de la forêt, etc., elles se sont très rarement démarquées de l'exploitation coloniale.]

« Par principe, notre société [**TotalFinaElf**] s'interdit toute interférence dans la conduite des politiques menées par les pays où nous avons des activités. Nous ne prenons donc pas position sur les décisions macroéconomiques – comme le choix d'un niveau d'endettement public – qui appartiennent aux seuls gouvernements. Cependant, compte tenu du poids de notre filiale dans l'économie locale, nous sommes conduits régulièrement à certaines opérations visant à aider le Congo-Brazzaville à gérer sa dette. » (**Jean-Pierre CORDIER**, président du Comité d'Éthique de TotalFinaElf. Courrier du 28/01/2002 en réponse à la campagne *L'envers de la dette*).

[La non-interférence ou non-ingérence est une fable. Les pétroliers les plus lucides admettent que leur arrivée dans un pays amène souvent la dictature et/ou la guerre civile, tant elle aiguise l'appât du gain. Les gouvernements réticents à cette arrivée n'ont qu'une très faible espérance de vie. Les juges ont retrouvé dans un coffre-fort de la Tour Elf la preuve de l'implication d'Elf dans une tentative de coup d'État, au Congo-B, contre le gouvernement mis en place par la Conférence nationale souveraine : le régime démocratique réclamait 33 % des recettes pétrolières, contre 17 % sous la dictature de Denis Sassou-Nguesso. Elf et Jacques Chirac ramèneront finalement « Monsieur 17 % » au pouvoir, au prix d'une effroyable guerre civile.

Une bonne partie de la dette favorisée par Elf, ou gérée directement par elle, a gonflé les fortunes françafricaines. Une autre a servi à acheter les armes qui ont ravagé le pays. L'ex-PDG d'Elf Le Floch-Prigent avoue : « Elf avait tout intérêt à prêter l'argent dont le chef d'État africain avait besoin. [...] Il n'y avait aucun risque dans la mesure où l'argent serait remboursé par la production de pétrole tirée du sous-sol du pays. [...] Ce système s'est révélé très rémunérateur pour la société. [...]

L'argent injecté allait[-il] intégralement aux pays en question ? La réponse est non ! Le système fonctionnait avec une multitude d'intermédiaires qui étaient rémunérés à chacune de leurs interventions. [...] Les principaux étaient les avocats qui s'occupaient des montages juridiques des offshore [...]. Il y avait également les fiduciaires [... gestionnaires de sociétés-écrans]. Ces gens étaient très bien payés. Il était tout aussi évident que des personnalités locales prenaient de l'argent au passage. [...] Derrière ces offshore, il y avait forcément des personnalités d'affaires, politiques... qui bénéficiaient de cet argent. » En réalité, à l'abri des regards, elles pompaient l'essentiel. C'était et c'est encore un vol de vautours sur le pétrole et la dette africains. Tentant de justifier l'injustifiable, l'ex-PDG d'Elf dégage un cynisme déconcertant : « Il n'y a pas d'évaporation. L'argent va bien quelque part, et cet argent est tout à fait palpable pour ses bénéficiaires. »

« Aider le Congo-Brazzaville à gérer sa dette », l'objectif proposé par le moraliste Cordier, c'est en fait offrir de nouveaux moyens financiers à un régime criminel contre l'humanité. La démocratie qui succèdera un jour à ce pouvoir illégitime sera fondée à considérer comme nulles les dettes ainsi contractées, selon une jurisprudence internationale initiée en 1898 par les États-Unis à propos d'une dette « odieuse » de Cuba envers l'Espagne. C'est la force, et non le droit, qui prétend que Denis Sassou-Nguesso a la capacité juridique d'engager le Congo par sa signature.]

« Au **Maroc**, la culture du cannabis s'étend. Elle touche désormais plus de 100 000 hectares et déborde du Rif. [...] Ce qui équivaut à une production annuelle de 2 000 à 2 500 tonnes. [...] Les paysans se sentent autorisés à cultiver. [...] Il y a dans la montagne des laboratoires où la poudre de haschisch est transformée en résine. Après, la drogue passe par bateau, [...] des canaux pneumatiques avec des moteurs de 500 chevaux. [...] Les commanditaires vivent à Tanger, à Rabat et sur la Costa del Sol espagnole. Autre circuit : les camions [...]. Enfin, il y a les avions et les hélicoptères venus d'Espagne. [...]

*Le cannabis détruit la structure tribale et familiale [...], les compétences agricoles ne se transmettent plus entre les générations. [...] L'extension des surfaces provoque une déforestation de 1 000 hectares par an, [...] une désertification, [...] un abus d'engrais et de pesticides. [...] La France et l'Union européenne ne veulent pas déstabiliser un régime qui n'est pas islamiste. [...] Au passage, la corruption enrichit les intermédiaires locaux. » (**Alain LABROUSSE**, expert de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT). Interview à *Libération* du 12/03/2002).*

[Il n'y a pas que « les intermédiaires locaux ». La Françafrique gaulliste et néogaulliste est impliquée ou intéressée depuis plus de quatre décennies aux trafics de drogue marocains. L'intimité est exceptionnelle entre certains des plus hauts responsables français et les monarques chérifiens (cf. entre autres F.X. Verschave, *Noir silence*, p.433-434 et *Noir Chirac*, p. 196-197).]

« Il faut surtout reconnaître au gouvernement [Jospin] d'avoir rompu avec une certaine politique africaine, celle des réseaux de la "Françafrique", et de l'interventionnisme militaire. » (**Jean-François BAYART**, directeur de recherche au CERI. Interview à *Alternatives internationales*, 03/2002).

[On se demande bien où l'éminent chercheur a trouvé une trace de rupture : le tandem Chirac-Védrine a cheminé sans heurt, la Françafrique a poursuivi tranquillement son soutien aux autocrates tchadien, congolais, gabonais, camerounais, togolais, mauritanien, djiboutien, malgache, équato-guinéen, etc., aux pétrodictatures angolaise, soudanaise, algérienne... L'interventionnisme militaire recourt désormais à des "sociétés de sécurité" puisant dans le vivier paramilitaire lepéniste (le DPS), aux "vrais-faux" mercenaires issus des forces spéciales (COS), aux troupes alliées équipées par les réseaux (Angolais, Tchadiens, miliciens hutus), à l'argent et aux contingents libyens. Tout cela est surabondamment documenté. D'où vient cette absolution soudaine, de quelqu'un que l'on a connu plus incisif ? Lui que choquait tant la dictature d'Eyadema, ne sait-il pas, par exemple, que le gouvernement a béni une "médiation" totalement acquise à sa prolongation ?]

« [Concernant les départements et territoires d'Outre-mer, la législature a permis] une véritable rupture, [... un] tournant historique [... après] des décennies de néocolonialisme. » (**Christian PAUL**, secrétaire d'État à l'Outre-mer. Cité par l'AFP, 19/02/2002).

[Encore une « rupture » ? Le ministre a évoqué la Nouvelle-Calédonie et Mayotte ! Nous avons suffisamment montré en ces Billets que la départementalisation de l'île comorienne est un concentré de colonialisme. Quant à la Nouvelle-Calédonie, le gouvernement n'a pas empêché le pouvoir caldoche, dans la mouvance élyséenne, de poursuivre ses manœuvres criminelles contre la décolonisation du peuple kanak, dont les leaders n'ont eu jusqu'ici qu'une espérance de vie réduite. (Cf. Billets n° 101).]

« Nous avons voté pour la levée de l'immunité parlementaire de **Charles Pasqua** [...] et **Jean-Charles Marchiani**, mis en examen [...] pour des faits graves : commerce illicite d'armes, au Cameroun, au Congo, en Angola, financements politiques issus de ces ventes d'armes, trafic d'influence. Leurs co-mis en examen dans la même affaire, Falcone, Attali, J.C. Mitterrand, Sulitzer, et d'autres, ont été soit mis en garde à vue, soit mis sous contrôle judiciaire, ou soumis à cautionnement. Toutes mesures interdites aux juges par l'immunité de Marchiani et Pasqua, qui s'en servent pour retarder l'instruction. Il n'appartient pas aux députés de se substituer à la justice. [...] Mais si une majorité de députés se disant "européens convaincus" protègent de la justice ces prétendus "souverainistes" si souvent impliqués dans les affaires de la Françafrique, c'est qu'en fait, au delà des discours d'estrade, ils partagent ensemble une certaine idée de l'Europe : celle où règnent les paradis fiscaux, les marchands d'armes, les compagnies pétrolières, un monde politique gangrené par le fric, et un mépris de la justice et de la souveraineté pour les peuples africains, premières victimes des trafics armes contre pétrole. » (**Alain KRIVINE et Roseline VACHETTA**, députés européens LCR, explication de vote, 28/02/2002).

[On ne peut qu'approuver ce raisonnement et constater que le « mépris de la justice et de la souveraineté pour les peuples africains » est assez unanimement partagé par les eurodéputés français : parmi eux, les deux élus de la LCR ont été pratiquement seuls à voter en faveur de la levée de l'immunité (rejetée par une majorité de l'Europarlement). À gauche, les socialistes et communistes français ont préféré s'abstenir : il est vrai que le PS et le PCF ont émargé chez Elf.]

Mondialisation

« Un secteur militaire privé fort et de bonne réputation [pourrait jouer un rôle important pour aider les Nations unies à résoudre les crises internationales...]. On est loin aujourd'hui du monde des années soixante, quand des **mercenaires** du genre peu recommandable étaient impliqués dans des conflits post-coloniaux ou néocoloniaux. Une des raisons d'étudier l'option d'un système de licence est qu'il peut être souhaitable de distinguer entre les sociétés du secteur privé de bonne et de mauvaise réputation, pour encourager et soutenir les premières tout en éliminant, dans la mesure du possible, les secondes. » (**Jack STRAW**, ministre britannique des Affaires étrangères, commentant le 12 février les conclusions d'une étude du *Foreign Office* sur le mercenariat. Cité par l'AFP).

[Il ne manquerait plus que cela : privatiser le monopole public de la violence légitime, ou légitimer la violence privée ! Inutile de préciser que le secteur de « bonne réputation » regrouperait les sociétés de mercenariat branchées sur les services secrets occidentaux (telles les américaines MPRI et Waeckenhut, la britannique Sandline, les françaises Geos et Sécurité sans frontières, l'israélienne LevDan, etc.).]

Le recours au secteur militaire privé permettrait aux commanditaires politiques de s'abstraire encore un peu plus de toute responsabilité. En cas de crime contre l'humanité susceptible de poursuite devant la Cour pénale internationale, on pourrait faire jouer aux simples contremaîtres le rôle de "fusibles". (Cf. *Survie, Le boom du mercenariat : défi ou fatalité ?*, Damoclès, 2001).]

À FLEUR DE PRESSE

Françafrique

Observatoire de l'Afrique centrale (www.obsac.com) :

– **Blocage [au Congo-Kinshasa]**, 14/03/2002 : « Le véritable problème derrière la suspension de la participation du gouvernement [de Kinshasa aux négociations intercongolaises de Sun City, en Afrique du Sud], c'est qu'il n'est pas intéressé à un dialogue intercongolais qui remettrait en cause son pouvoir dans le cadre d'un nouvel ordre politique et de la refonte de l'armée. [...]

Malgré sa campagne pour s'assurer de l'appui d'une bonne part des délégués de l'opposition politique et de la société, ces derniers ont rejoint les positions défendues par les mouvements rebelles en ce qui concerne le statut du président Kabila et la mise sur pied d'une nouvelle armée nationale.

On comprendra dès lors les inquiétudes de Kinshasa qui ne peut pas s'avancer trop sur ces deux terrains sans risquer de tout perdre. On veut absolument éviter d'en discuter. Pourquoi ? Parce que si de telles résolutions étaient adoptées, elles lieraient toutes les composantes au Dialogue intercongolais vis-à-vis du peuple congolais et de la communauté internationale.

Les rebelles du RCD-Goma et du MLC semblent avoir le vent dans les voiles, mais leur tour viendra aussi quand il sera question des causes de la guerre et de la présence des troupes étrangères, particulièrement rwandaises et ougandaises.

Un premier constat s'impose donc. Les délégués des partis politiques et de la société civile ont stratégiquement décidé d'appuyer les mouvements rebelles sur les deux points mentionnés ci-dessus parce que ces deux composantes ont à faire face quotidiennement au régime de Kinshasa qui est leur ennemi politique le plus immédiat. Mais dans les étapes suivantes, il n'est pas du tout garanti que les deux composantes non-armées vont continuer à soutenir les positions des factions rebelles. [...] Tout cela est maintenant hypothétique, le gouvernement ayant suspendu sa participation au Dialogue.

Le 15 mars, l'AFP relayait une déclaration du gouvernement de Kinshasa qui imputait le blâme de la suspension des assises du Dialogue intercongolais aux deux principaux mouvements rebelles. Dans un même temps, le Conseil de sécurité de l'ONU annonçait l'envoi d'une mission en Afrique centrale. Comme quoi nous en sommes rendus à contempler une admirable chorégraphie franco-congolaise de torpillage du Dialogue intercongolais... Nous vous laissons deviner qui est le grand perdant de ce résultat programmé d'avance. »

– RDC [République démocratique du Congo], 15/03/2002 : « "C'est une guerre qui a repris et la Monuc [Mission d'observation des Nations unies au Congo] doit nous informer sur cette reprise", affirmait l'ambassadeur de France [Jean-David Levitte] à l'occasion d'un débat du Conseil de sécurité sur la protection des civils lors de conflits armés. "Il semble que sept bataillons de soldats rwandais, soit au moins 10.000 hommes, soient engagés dans cette action offensive", a ajouté Levitte. Cette position correspond mot pour mot à l'accusation lancée par Kinshasa pour claquer la porte au Dialogue intercongolais à Sun City. Synchronicité, ou connivence ? [...]

[Le 18 mars, le représentant du Secrétaire général de l'ONU à Kinshasa a tenu à confirmer que Moliro était derrière les lignes défensives du RCD-Goma, lequel avait le droit d'occuper cette localité : autrement dit, la France semble avoir relayé au Conseil de sécurité une opération de pure propagande.]

Cela rejoint exactement notre thèse sur les divergences politiques au sein de l'Union européenne concernant le conflit congolais. Nous avons [...] clairement démontré que la France soutenait Kinshasa "diplomatiquement" au sein du Conseil de sécurité et qu'elle lui apportait probablement un appui militaire occulte sur le terrain (cf. *Billets*, n° 101). [...]

Kinshasa risque d'adopter une ligne très dure à cause de l'appui diplomatique de Paris, mais [...] aussi à cause du bras de fer qui s'engage entre Harare et certaines capitales occidentales comme Londres et Washington qui sont proches (comme on le sait) de Kampala et de Kigali. Ce qui cloche (mais qui ne surprendra pas celles et ceux qui suivent les agissements d'une certaine Françafrique, c'est que la France semble vraiment décidée à forcer une résolution militaire du conflit congolais. 1994 [la "défaite" française au Rwanda] – 2002 : ça devrait pourtant commencer à faire suffisamment d'eau sous les ponts pour recommencer à agir rationnellement... [...]

Si nous tombons ici à bras raccourcis sur la France et sur le régime de Kinshasa, nous n'avons aucune sympathie pour les Rwandais de l'APR [Armée patriotique rwandaise] et les Congolais "égarés" du RCD-Goma [les rebelles alliés au Rwanda]. La guerre fait le jeu de toutes les parties armées au conflit. Les seuls perdants sont le peuple congolais et ses représentants les moins illégitimes au sein de la société civile et des partis politiques.

– "Moliro a toujours été une position gouvernementale", 18/03/2002 : « Le gouvernement de Kinshasa n'aimerait rien de mieux que le déclenchement d'une offensive générale par l'APR et le RCD-Goma. Sur les savanes du Katanga, les aviations zimbabwéenne et angolaise seraient en mesure d'infliger de lourdes pertes aux troupes rwandaises et rebelles. De plus, grâce à l'appui de la France au Conseil de sécurité de l'ONU, la situation pourrait devenir très difficile pour le régime de Paul Kagame qui pourrait facilement faire l'objet de tractations, reliées à la deuxième phase de la guerre au terrorisme, entre la France et les USA (du genre : "Tu me balances le Kagame et je te donne un coup de main avec Saddam...").

– Véritables raisons derrière le refus de Kinshasa de s'engager dans le Dialogue intercongolais, 18/03/2002 : « Joseph Kabila gouverne par procuration [...]. C'est à Luanda [Angola] et à Harare [Zimbabwe] que se trouvent les véritables centres de décision. [...] Ces deux pays, dont on connaît bien le style de gouvernement, ne permettront pas à Kinshasa de s'engager dans un processus politique qui, en définitive, remettrait en cause leur présence militaire au Congo, avec [...] la perte de toutes les richesses naturelles qu'ils exploitent illégalement. [...] Par ailleurs] le Dialogue intercongolais [...] n'apporte pas de réponse à la présence des troupes étrangères ennemies [Rwanda et Ouganda]. »

[Il nous a semblé utile de citer à nouveau longuement les analyses stimulantes de cet observatoire canadien, l'Obsac : nos lecteurs devineront qu'elles n'ont guère d'équivalent à Paris.]

Le Monde, Accusé de tortures, un diplomate tunisien échappe à la justice française, 05/03/2002 (Franck JOHANNÈS) : « Aziz a appris à attendre sans colère. Le parquet et la police de Strasbourg ont réussi à laisser échapper l'homme qui l'avait laissé être torturé 45 jours et qui a frappé sa femme à coups de bâton dans un commissariat de Tunisie. Avec l'appui de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), la jeune femme avait porté plainte contre le tortionnaire, Khaled Ben Saïd, nommé vice-consul de Tunisie à Strasbourg. La justice, après une molle enquête, a fini par prévenir le tortionnaire qu'elle allait l'arrêter : il a disparu. [...]

[En 1991, Aziz avait enduré le supplice du "poulet rôti". On attache les poignets aux chevilles, on passe un manche de pioche sous les genoux du "poulet", qu'on pose entre deux chaises : le corps bascule vers le bas, les pieds en l'air. "Ensuite ils frappent avec un bâton sur la plante des pieds, on sent les coups jusqu'au sommet du crâne", souffle Aziz [...] qui], libéré après un mois et quinze jours de garde à vue, [...] s'enfuit à Paris. Où il retourne [un an] en prison : la police le soupçonne d'être un islamiste et l'arrête en 1995. Aziz découvre avec stupeur que le juge antiterroriste Jean-François Ricard travaille avec des rapports de la DST tunisienne. »

[La plupart des Français ignorent eux aussi que leur police et leur justice coopèrent abondamment avec les pires polices politiques de la planète. Il était naturel de se montrer prévenant envers le représentant strasbourgeois de l'État policier tunisien – « exemplaire », selon Jacques Chirac. Là bas, le 11 octobre 1996, Ben Saïd avait convoqué au « commissariat de la torture » la femme d'Aziz, restée au pays. Il l'avait frappée à coups de poing, fait déshabiller, puis ordonné à deux sbires de lui faire subir le "poulet rôti". Moralité française, digne de La Fontaine : un an de prison pour le torturé, liberté pour le tortionnaire.]

La Lettre de l'Océan Indien, Paris fait les yeux doux à Khartoum, 16/02/2002 : « [Le] ministre de la Coopération, Charles Josselin, [...] a un faible pour les autorités soudanaises. [...] Le site Internet de l'ambassade de France à Khartoum [...] se réjouit du "dialogue politique nourri et constant" avec ce pays et fait l'éloge du "rôle décisif de la France pour la levée des sanctions de l'ONU contre le Soudan". [...] Le forçage français pour que l'Union européenne décide, fin janvier, de reprendre l'aide financière au Soudan a [...] été perçu comme frisant l'indécence par certains pays européens pourtant pas particulièrement hostiles au Soudan. »

[Paris témoigne depuis dix ans d'une affection extraordinaire envers une junte intégriste, méprisante pour les peuples périphériques, notamment ceux du Sud pétrolier, laminé par la guerre civile. L'Union européenne va donc lui octroyer 155 millions € sur cinq ans, « alors qu'on voit les dépenses militaires monter en flèche, que le budget de l'État n'a aucune transparence » (Vigilance Soudan, n° 110, 02/2002).]

Le Canard enchaîné, Des chefs flics commencent à lâcher Pasqua, 20/03/2002 (Nicolas BEAU) : « Marchiani [...] a reçu 2,5 millions de dollars en 1997 de la filiale d'Elf Rivunion. [...] Ce versement, qui s'ajoute à d'autres, d'un montant total de 14 millions de

dollars, s'inscrit dans le cadre d'une opération complexe et mystérieuse, en pleine guerre civile **congolaise**. Sur ce total, 9 millions échouent sur un compte d'une banque belge, passage obligé des achats d'armes dans ce pays... et 2 millions de dollars reviennent au propre fils de Bernard Kolelas, alors maire de Brazzaville et proche de l'ex-président Lissouba.

On peut deviner les raisons qui ont poussé Elf à aider un des protagonistes de la crise qui se jouait à Brazzaville. Mystère, en revanche, sur le soutien de Marchiani au clan Lissouba alors que ses amis politiques, Falcone en tête, défendaient la cause de son adversaire Sassou. »

[Ce n'est pas si mystérieux. Le soutien aux deux côtés d'une guerre civile est un grand classique de la République souterraine en général, et de la Françafrique en particulier. Primo, les vendeurs d'armes sont dénués de tout esprit partisan. Secundo, les pays néocolonisés auront, à la sortie du conflit, encore moins les moyens de résister. Tertio : on est sûr de se retrouver dans le camp du vainqueur. Le jeu d'Elf et de la Chiraquie en Angola est typique à cet égard.]

Le Nouvel Observateur, *Le cas Chevènement. Est-il de droite ?*, 21/02/2002 (François BAZOIN) : « Jean-Pierre Chevènement [...] a] dîné avec Philippe de Villiers [...] à quelques pas du parc Monceau, dans l'appartement parisien du général Gallois. Ce dernier est un vieil ami de Jean-Pierre Chevènement. [...] C'est Paul-Marie Coûteaux, député européen élu sur la liste Pasqua-Villiers et ancienne plume du "Che", qui a servi d'intermédiaire entre les convives. Le dîner a été organisé à la demande de Chevènement. [...] Il s'inscrit dans] la longue série des dîners entre les deux hommes qui, pour le moins, se respectent. »

[L'on savait déjà que la posture « souverainiste » de Jean-Pierre Chevènement lui avait attiré la sympathie d'une bonne part de la maison Pasqua – sanctuaire français. Ce qui nous intéresse ici, c'est moins l'extension droitière d'un terrain de chasse électoral que la révélation d'une vieille amitié envers le général Gallois – sympathisant du général bosno-serbe Mladic, le criminel contre l'humanité qui commanda le massacre de Srebrenica. Le manque de frontière de ce côté-là est le plus inquiétant : la distance est faible entre l'apologie des « intérêts supérieurs » de la France en Afrique et l'indulgence envers ceux, massacreurs ou tortionnaires, qui les servent sans états d'âme. Le général Bigeard s'est reconnu dans la "grandeur" chevènementesque.]

Mafiafrique

Libération, *L'or vert, un trésor dilapidé*, 26/02/2002 (Vittorio DE FILIPPIS et Christian LOSSON) « 80 % des **forêts primaires** ont disparu de la surface du globe. Ces poumons verts (forêts boréales, tempérées ou tropicales) encore non exploités industriellement, ne recouvrent plus que 7 % des terres émergées de la planète. Chaque année, 10 millions d'hectares disparaissent [...].

Les promesses du Sommet de la Terre de Rio de 1992, [...] le plaidoyer de la France pour une mondialisation régulée, « *cela reste du verbe, en France comme dans le reste du monde* », reconnaît-on, impuissant, au ministère de l'Environnement, qui renvoie au ministère de l'Agriculture, qui renvoie au ministère du Commerce extérieur. Le sujet, visiblement, tient de la patate chaude.

C'est pour dénoncer cette passivité que Greenpeace vient de lancer une campagne pour la protection de la biodiversité terrestre [...] dont l'action commando sur un cargo amenant à Sète une cargaison de bois libérien fut l'un des temps forts]. « *La France est le premier importateur de bois tropical en Europe* », estime Ludovic Frère [...] de Greenpeace]. En deux ans, la France a, par exemple, doublé son importation de bois du **Liberia** : de 63 000 m³ en 1998 à 130 000 m³ en 2000. [...]

Seule [...] la généralisation d'un système de certification indépendant pourrait inverser la tendance. [...] Principales responsables de cette hécatombe écologique ? Quelque 150 entreprises, pour la plupart des multinationales, qui dominent le marché mondial des produits forestiers. La majorité d'entre elles rechignent à jouer la carte d'un label écologique. »

[L'association Robin des Bois, qui a soutenu l'action de Greenpeace, accuse : « La filière française des bois tropicaux est le principal soutien au régime de Charles Taylor », le seigneur de la guerre devenu président du Liberia (cf. Billets n° 99). En réaction, le Quai d'Orsay a publié le 27 février le communiqué suivant : « La France est, à titre national comme européen, pleinement mobilisée contre la déforestation, tout particulièrement dans les pays en développement ». Or les réseaux français sont parmi les plus engagés (au Liberia, au Cameroun, au Congo-B, en Centrafrique, au Gabon) dans la destruction des forêts primaires. On nage en pleine hypocrisie. La face émergée de l'iceberg ne veut rien savoir de la face immergée...]

« Au Liberia, seuls les diamants font l'objet d'un embargo », poursuit le communiqué. « Un rapport d'expert des Nations unies avait estimé que l'exploitation du bois ne pouvait faire l'objet d'un embargo compte tenu de l'absence de lien avéré avec les achats d'armes, et des conséquences économiques, sociales et humanitaires néfastes qu'une telle interdiction aurait dans un pays dévasté par la guerre ». *Nous avons expliqué que l'expert en question est un représentant de la filière française des bois tropicaux...]*

LIRE

Nicolas Beau, *La maison Pasqua*, Plon, 2002, 234 p.

L'un des journalistes qui ont le plus contribué à ébranler cette maison de maître nous en propose une visite savoureuse et très documentée. Nombre des personnages qui ont illustré nos *Billets* figurent dans la galerie de portraits : les Corsafriens Feliciaggi, Tomi, Marchiani, Leandri, etc., Falcone et Gaydamak, Sirven, Guelfi, et tant d'autres.

Ce guide actualisé, cette mine d'informations, ne comportent guère d'inexactitudes. Mais on peut regretter un manque de profondeur de champ : l'influence de Pasqua y semble remonter à une quinzaine d'années, alors qu'elle vient selon nous de beaucoup plus loin. La *French Connection* et le Service d'action civique (SAC) sont trop peu évoqués, le "portefeuille" des contacts richissimes apparaît trop récent. Est acceptée sans commentaire la phrase incroyable d'André Tarallo : à Elf, « nous n'avions traditionnellement aucune relation avec Pasqua, [...] sa présence aurait paru complètement farfelue dans le domaine pétrolier. » Pasqua ne serait parvenu à s'y « faire une petite place » qu'entre 1989 et 1993 (p. 63). Tarallo a tout intérêt à cacher qu'il est lui-même depuis fort longtemps en affaires avec la Corsafrique pasquaienne.

Le Floch-Prigent paraît plus crédible lorsqu'il explique qu'entre les « deux grands frères, Jacques Chirac et Charles Pasqua, [...] le RPR [...] a organisé une répartition des tâches. [...] Pierre Messmer [...] a adoubi Charles Pasqua sur l'Afrique ». Elf et la plupart des entreprises françafriennes ont leurs sièges dans le département des Hauts-de-Seine, que Charles Pasqua préside depuis 1973... Très proche de ce dernier depuis le début de la V^e République (1958), le méga-corrupteur Étienne Leandri représentait à la fois Elf, Thomson et Dumez – le pétrole, les armes et les grands contrats du BTP.

Denis Robert, *La boîte noire*, Les arènes, 2002, 328 p.

Nous ne saurions trop insister : l'un des plus sûrs moyens de combattre la Françafrique en voie de mondialisation (vers une Mafiafrique), c'est de comprendre et contrarier la croissance exponentielle de la criminalité financière. À cet égard, les enquêtes de Denis Robert sont fondamentales. *La boîte noire* prolonge *Révélation* dans un style beaucoup plus alerte et accessible. On s'approche presque familièrement du sang de la planète, et des saigneurs.

L'un des cœurs, la chambre de compensation luxembourgeoise Clearstream, brassant des dizaines de milliers de milliards d'euros, était ouvert à toutes les contaminations barbouzardes et mafieuses. Un haut cadre, Régis Hempel, révèle comment était programmé l'effacement informatique de

transactions considérables. Alertée, la police et la justice luxembourgeoises ont préféré escamoter le scandale. Une société de services informatiques a été appelée pour "faire le ménage". C'est la sous-filiale d'une multinationale dont le siège est à Clearwater, en Floride – comme l'Église de Scientologie, l'un des chevaux de Troie préférés de la CIA (cf. *Le Monde diplomatique*, 06/2001).

François-Xavier VERSCHAVE

Noir Chirac
Secret et impunité
 Les arènes, 309 p., 20 €

Gaullisme et néogaullisme ont structuré la Françafrique. "Grand frère" des dictateurs et prédateurs français, Jacques Chirac en est le principal héritier. S'interroger sur l'impunité des crimes de ces derniers (économiques, financiers et politiques) renvoie à l'incroyable impunité chiracienne, sur quatre décennies. D'où vient-elle, pourquoi résiste-t-elle ?

L'auteur scrute les origines de la carrière fulgurante du jeune Chirac, il s'interroge sur ses parrains : Dassault, Pompidou, Juillet. Il réexamine le contexte de la naissance de la Françafrique : la guerre froide, et les stratégies cachées de l'Alliance atlantique. Les quatre principales (jeu de go nucléaire, *covert actions*, finance parallèle, recrutement d'élites initiées) dessinent le cadre où va s'ébrouer politiquement l'officier énarque. Ce cadre va muer mais perdurer, et longuement abriter des cercles d'impunité. En France, souvent, Jacques Chirac est au centre. Le cadre est prêt à être réactivé dans la nouvelle "guerre froide"...

Tandis que la Françafrique s'immerge dans une "mafiafrrique", l'ouvrage s'éloigne un bon moment du continent noir : il passe par les enjeux et les acteurs militaires ou financiers de la mondialisation pour mieux discerner un axe de lutte commun à ceux qui, d'Afrique et d'ailleurs, refusent la montée d'une iniquité impunie. Ce n'est pas l'axe bushien du Mal et du Bien, c'est plutôt une boussole familière à *Survie* : criminalité financière contre bien public.

Laurence Beneux et Serge Garde, *Le livre de la honte. Les réseaux pédophiles*, Le cherche midi, 2001, 241 p.

Cette remarquable enquête est l'œuvre d'un journaliste de *L'Humanité* et d'une consœur du *Figaro* (!). Elle frappe par l'ampleur du mal, son horreur (des bébés sont "enrôlés", des enfants sacrifiés), l'incroyable "laxisme" judiciaire et policier. L'impunité dont bénéficient les réseaux pédophiles ressemble à celle dont ont profité les réseaux français. Ce n'est pas qu'une coïncidence : il y a quelques intersections entre ces cercles d'initiés.

CRII-Rad et André Paris, *Contaminations radioactives. Atlas France et Europe*, Michel Y. éd., 2002, 198 p.

Autre réseau adepte du secret : le lobby nucléaire. À force d'arpenter l'Europe avec ses appareils de mesure, André Paris a grimpé son Everest : il a établi un atlas des retombées radioactives de l'explosion de Tchernobyl en 1986, étalant impitoyablement le mensonge d'une armée de technocrates. Elle affirma, on s'en souvient, que le nuage radioactif s'était arrêté aux frontières de l'Hexagone. Cette propagande pourrait s'avérer criminelle, dans la mesure où les Français n'ont pas été dissuadés de consommer des produits contaminés. Plusieurs centaines de victimes de cancers ont décidé de porter plainte. Il y a aussi des intersections entre ce lobby menteur et la Françafrique pétrolière : nombreux sont les initiés qui sont passés de l'un à l'autre. Plaque tournante : le Gabon pétro-uranifère.

Thierry Meyssan, *11 septembre 2001. L'effroyable imposture*, Carnot, 2002, 251 p.

Bien que manquant de recul, nous ne pouvions pas ne pas signaler cet ouvrage de notre ami Thierry Meyssan. Nous l'avons lu attentivement, contrairement à une partie de la meute des détracteurs, aux propos parfois odieux, hurlant au sacrilège.

Il n'y a pas de sacrilège quand on scrute les raisons d'une guerre, où les États-Unis prétendent enrôler le monde entier. Voilà un livre qui pose presque à chaque page des questions considérables, qui soulève quantité de contradictions dans l'exposé des faits, finalement très succinct, livré par les autorités américaines quant au sort des 4 avions de ligne détournés le 11 septembre. Une partie de ces faits est incontestée et incontestable. Sur le reste, il est presque interdit ou impossible de mener des enquêtes indépendantes, sur pièces, en raison d'un Secret Défense extensif.

Lire ce livre suppose un mode d'emploi contradictoire avec sa démarche marketing. D'abord, faire abstraction de la couverture et de certaines affirmations des deux premiers chapitres. Puis enregistrer l'ensemble des biais, omissions trompeuses et contre-vérités du discours officiel. Lister les questions que cela pose sur le fonctionnement du pouvoir américain, les liens entre le lobby pétrolier, la Maison Blanche, l'armée et les Services US. Le champ des possibles s'en trouve élargi. Alors, le vol 77 d'American Airlines s'est-il écrasé sur le Pentagone ? Si oui, l'impact du livre est tel que les États-Unis seront amenés à répondre aux objections émises par l'auteur et ses conseils, et il faudra se poser la question du risque multiforme posé par une affirmation insuffisamment assurée. Si non, Thierry Meyssan aura rendu un service inestimable à la démocratie et la liberté d'expression. Nous n'avons pas, pour notre part, les moyens de trancher – c'est-à-dire de passer au crible l'ensemble des témoignages.

Jean-Jacques Gabas, Philippe Hugon, Étienne Le Roy, François Lille, Christiane Marty, François-Xavier Verschave, Annie Vinokur

Biens publics à l'échelle mondiale

Colophon (Bruxelles), 134 p., 2001, 10 € franco à *Survie*.

Concept attrape-tout ou formidable levier de changement ? *Survie* penchait pour la seconde hypothèse quand elle a créé l'association *Biens publics à l'échelle mondiale* (BPEM), interface entre une perspective scientifique et une promotion militante. C'était en 1999. Le concept n'était pas encore à la mode. Cette mode soudaine a fait supposer un paquet d'ambiguïtés. Le Comité scientifique de BPEM s'est employé à en débattre durant un an, à partir de l'automne 2000. La perspective en sort plus vigoureuse, selon nous – permettant d'ouvrir cette année une série de chantiers thématiques (justice pénale internationale, santé, climat, monnaie et crédit, circulation maritime).

L'ouvrage (publié avec l'aide de la Coopération belge et d'un consortium d'ONG de ce pays) rend compte de la problématique, des ambivalences du concept, des risques de dévoiement, avant d'esquisser une première synthèse. Selon le principe même de BPEM, il croise des points de vue scientifiques et militants. Il sera complété cette année par un ouvrage de vulgarisation, à paraître à La Découverte.

**Rwanda, 7 avril 1994 : un génocide annoncé est déclenché...
La France qui, la première, aurait pu s'y opposer, consent.
La "communauté internationale", qui ne dit mot, consent.
Nous sommes au bout de l'horreur. Et pourtant, le crime continue.**

Au nom de toutes les victimes d'un siècle de crimes

Pour que TOUT "ça" s'arrête ENFIN, nous nous rassemblons, une fois encore.

7 AVRIL 2002 DE 14H A 21H, ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME, PLACE DU TROCADERO (METRO TROCADERO).

"Ça" ? La mise en œuvre du projet de domination coloniale, ses guerres, ses massacres, son racisme, son mépris. Le pillage des richesses africaines fondé sur le "droit" du plus fort, la destruction de la vie de l'autre fondée sur le mythe d'une "race", d'une culture "supérieures". L'assassinat des visionnaires africains déterminés à l'émancipation de leurs peuples à l'époque des mouvements pour l'indépendance. La mise en place consécutive de régimes "amis". Le néocolonialisme, aux pratiques plus "subtiles", ses barbouzes, sa criminalité économique et financière, ses manœuvres pour maintenir en place des dictatures corrompues "utiles" au détriment des peuples. Son dédain pour ces derniers, dont les souffrances sont passées par "pertes et profits" de nos "intérêts". Jusqu'au soutien du régime rwandais de Juvénal Habyarimana dont la France n'ignorait pas qu'il préparait un génocide, puis au soutien du gouvernement intérimaire rwandais (GIR) qui l'a mis à exécution (un million de morts). On ne s'arrêtera pas là. Viendra le soutien au retour au pouvoir du criminel contre l'humanité Denis Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville (50 à 100 000 morts). La connivence avec des fauteurs de fraude électorale (Togo, Tchad, Madagascar...) qui dépouillent des peuples du droit de choisir leurs dirigeants (dussent ces derniers, de par leur indépendance, déplaire aux nôtres). Y président l'arrogance occidentale, l'indifférence face aux dégâts que produit son appétit hors tout contrôle de pouvoir et de richesse, l'hypocrisie moralisatrice d'une réalité amoralisée.

Au nom des victimes rwandaises, et aussi algériennes, camerounaises, togolaises, nigérianes, tchadiennes, burkinabé, sud-africaines, comoriennes, congolaises, malgaches... et de tout « l'Outre Mer ». Au nom des leaders assassinés, Ruben Um Nyobé, Félix Moumié, Sylvanus Olympio, Outel Bono, Thomas Sankara, Dulcie September...

Ce rassemblement porte un projet : façonner un monde vivable pour les hommes qui "naissent égaux en dignité et en droit". Nous serons réunis avec des descendants, des témoins d'un siècle de destruction de l'humain, dont l'œuvre ne s'est pas éteinte. Avec ceux qui en subissent encore les meurtrissures. Ils vous en diront l'indignité, et la dignité du rassemblement qui dit, dans toutes les langues, le mot le plus beau de tous : NON. NON à ce que l'on a appelé, sans beaucoup d'imagination, "ça" : les corps et les âmes broyés. Et les ventres vides, l'horizon obstrué de néant.

Nous sommes déterminés – que le sachent notamment ceux qui aujourd'hui sont à la quête de nos suffrages – à y mettre fin, à laisser les fruits de ce combat à nos enfants en héritage.

"Tous mes amis que je ne connais pas.."

**Le 7 avril sur l'esplanade des Droits de l'homme,
au Trocadéro, à partir de 14 heures, nous attendons
tous nos amis, et "tous nos amis que nous ne
connaissons pas" comme dit la chanson.**

Nous nous attendons les uns les autres – nos enfants, nos amis, nos voisins – ceux que nous aimons, ceux que nous ne connaissons pas encore et que nous allons connaître ..

Ensemble, nous mettrons en place des lumignons, que nous appellerons nos concitoyens "passants" à allumer avec nous. Ils symbolisent l'éclairage du crime et la lumière du projet que nous portons d'un monde vivable.

Le feu et le foyer. La vérité et la justice.

Vers 17 heures,

Marcel Kabanda, Paul Sankara, Daniel Um Nyobé, Odile Biyidi, Godwin Tete, Benjamin Toungamani, Saïd Charif, Jean-Luc Raharimanana, Oumar Diagne, Eugène Ebodé, Didier Ouedraogo, ...

prendront la parole, pour dire le passé, espérer l'avenir – **du Rwanda, du Burkina Faso, du Cameroun, du Togo, du Congo, des Comores, de Madagascar, de la Mauritanie...** Nous pourrions dire et espérer avec eux, et avec d'autres que vous et nous aurions conviés, d'autres encore qui auront entendu l'appel et qui nous rejoindront. Il sera question de ce qui nous rassemble. De ce à quoi nous disons NON. Et, aussi, ce à quoi nous disons oui.

Vers 21 heures les lumignons, qui ne sont que cire, mèche et feu, s'éteindront. L'espoir ne s'éteindra pas. Nous nous séparerons, pour ne plus nous séparer. Nous serons rassemblés au nom de ceux qui nous ont précédé sur la terre, engagés à en conserver mutuellement le souvenir particulier et commun. Au nom de ceux qui nous suivent sur la terre, de ceux qui nous suivront., nous serons rassemblés pour en protéger mutuellement l'intégrité physique, les droits, l'accès à la satisfaction des besoins fondamentaux. Les champs du politique et de l'humain sont inséparables, ils sont un seul et même terrain de construction et de combat.